

LE CADRE ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'EXERCICE 2010

L'environnement international

Au plan international, l'analyse de la conjoncture indique une poursuite de la reprise économique amorcée depuis le deuxième semestre de l'année 2009. Cependant, le rythme de la croissance s'est légèrement ralenti au second semestre 2010, sous l'effet du retrait progressif des mesures de soutien initialement prises par les gouvernements et les autorités monétaires des pays développés. Le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial devrait enregistrer une croissance positive de 4,6% en 2010 après une baisse de 1,4% en 2009. Cette performance est principalement tirée par le dynamisme économique des pays émergents, notamment le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

Dans les pays émergents, l'activité économique a été robuste et s'est confortée sous l'effet de la demande intérieure et de la reprise des exportations. L'économie la plus dynamique de ces pays à savoir celle de la Chine a affiché une croissance de l'ordre de 10,50% en 2010. Les investissements étrangers directs ont augmenté de 19,6% au premier semestre 2010, atteignant 51,43 milliards de dollars dans ce pays.

En revanche, les économies avancées, en léger recul sur le second semestre 2010, affichent globalement une croissance moins forte.

Aux Etats-Unis, le PIB a progressé de 2,4% au deuxième trimestre 2010, après un bond de 3,7% lors des trois premiers mois de l'année. Cette performance est légèrement moins bonne que celle attendue par les économistes qui tablaient sur une hausse moyenne de 2,5% de l'activité.

La zone euro a connu une modeste amélioration de sa situation économique comparativement à 2009. En dépit d'une bonne tenue du commerce extérieur qui bénéficie du dévissage de la monnaie européenne vis-à-vis du dollar, la croissance de l'activité économique sur l'ensemble de l'année 2010 devrait être modérée à +1%. En effet, l'économie européenne continue de subir les contrecoups de la faiblesse de la demande intérieure.

Dans ce contexte économique, l'inflation a baissé dans la plupart des économies avancées. Aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa tendance baissière et s'est établi à environ 1,1%. Dans la zone euro, l'inflation est ressortie à 1,4% du fait notamment de la faiblesse de la demande des ménages, déprimée par les mesures d'austérité budgétaire. Au Japon, le phénomène de la déflation observé depuis plus d'un an persiste toujours, mais le rythme du recul des prix à la consommation s'atténue progressivement.

L'évolution de la situation économique dans l'UEMOA

La conjoncture économique au sein des pays de la zone UEMOA s'est améliorée comparativement à l'année 2009, consécutivement à la reprise de l'économie mondiale et à la bonne tenue de l'activité économique dans le commerce, les services marchands et le secteur agricole.

Dans le commerce, l'indice du chiffre d'affaires est ressorti, au premier semestre 2010 à +6,1% en Côte-d'Ivoire, à +5,9% au Niger et à +9,6% au Sénégal. L'indice de production industrielle est quant à lui ressorti à -7% en Côte-d'Ivoire, -6,8% au Sénégal et +33% au Bénin. Concernant l'indice synthétique dans les services marchands, il était en hausse de 22,9% au Niger, 12,8% au Togo et en baisse de 0,9% au Bénin.

Conforté par ailleurs par d'excellentes campagnes agricoles dans la plupart des pays de l'Union, le taux de croissance économique ressortirait à 4,0%, en hausse par rapport à l'objectif de 3,8% fixé pour l'année 2010. Mais on pourrait redouter une dégradation, dans les mois à venir, de la situation économique dans cette zone au cas où la crise socio politique qui frappe actuellement la Côte-d'Ivoire venait à perdurer.

Concernant l'inflation dans la zone UEMOA, la tendance des prix à la consommation est restée en légère hausse à +1,2% en moyenne comparativement à l'année 2009 où le taux d'inflation s'affichait à 0,4%. Cette pression est liée au renchérissement des produits énergétiques, notamment le pétrole. Toutefois, des disparités sont observées entre les pays de l'Union, même si les écarts se réduisent progressivement.

Au plan financier, l'activité boursière de la zone UEMOA, après avoir été affectée par la crise financière et économique internationale qui a généré des mouvements de ventes ayant entraîné la baisse des cours de certaines valeurs, s'est inscrite en hausse au cours de l'année 2010.

En effet, les indices BRVM 10 et BRVM composite ont progressé respectivement de +27,40% et +20,48% pour s'établir à 182,96 et 159,10 points au cours de la période. La progression généralisée des cours ainsi que l'introduction des valeurs BOA-COTE D'IVOIRE le 7 avril 2010 et BOA-BURKINA FASO le 30 décembre 2010 ont permis une hausse de 23,63% de la capitalisation boursière des actions qui est passée à 3 471,19 milliards F CFA .

Par contre, la capitalisation boursière du compartiment des obligations s'est contractée de 12,57% en passant à 457,47 milliards F CFA. Cette baisse est imputable aux amortissements intervenus sur plusieurs lignes obligataires.

Toutefois, il est à noter qu'un climat socio politique serein en Côte d'Ivoire est nécessaire pour assurer la consolidation et le développement durable des activités financières dans la zone UEMOA.

La situation économique et financière au Burkina Faso

Au niveau du Burkina Faso, l'année 2010 a été marquée par un taux de croissance économique de l'ordre de 5,5%. Cette performance ressort en nette amélioration par rapport à l'année 2009 qui affichait un taux de 3,2% dans un contexte économique plus difficile affecté par les effets conjugués de la crise financière internationale et des inondations survenues en septembre de la même année.

L'activité économique a bénéficié en 2010 de l'apport substantiel des secteurs minier et cotonnier, notamment dans sa composante égrenage. En effet, l'examen de la situation du commerce extérieur fait ressortir une hausse des exportations en valeurs de plus de 40% en 2010 comparativement à l'année 2009, soutenue par les ventes de coton et surtout de l'or qui est devenu le premier produit d'exportation.

Cette bonne performance des exportations a permis de stabiliser le déficit de la balance courante autour de 5% du PIB. Dans ces conditions et grâce à une mobilisation optimale des recettes non fiscales, le déficit budgétaire anticipé serait contenu sous la barre de 5% du PIB. En effet, le pays jouit d'une bonne réputation auprès des différents bailleurs de fonds qui se traduit par le bénéfice d'une proportion élevée d'appuis budgétaires. L'aide extérieure représente entre 12 et 15% du PIB depuis 2000 et plus de 60 dollars par habitant depuis 2006.

L'inflation serait relativement maîtrisée et l'augmentation de l'inde des prix à la consommation ne devrait pas dépasser 0,2%, taux bien en deçà de la moyenne communautaire estimée à 1,2%. Ce résultat est le signe d'une faible

pression sur les produits alimentaires qui composent la moitié du panier de consommation.

En termes de perspectives, l'année 2011 verra le début de la mise en œuvre concrète des orientations stratégiques validées en 2010 et dénommées Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD). Le budget de l'Etat, gestion 2011, s'inspire de ce référentiel et propose des actions articulées autour du défi majeur de la relance de l'économie avec une accélération du rythme de croissance pour un développement durable. Dans ce sens, la politique d'allocation des ressources sera axée sur quatre grandes priorités :

- le renforcement du soutien à l'agriculture, aux ressources animales et à la préservation des ressources naturelles ;
- le développement des infrastructures économiques ;
- la consolidation des actions de lutte contre la pauvreté ;
- la promotion de l'emploi et la maîtrise du chômage.

Les grandes masses de ce budget sont arrêtées en recettes à 994 milliards de FCFA, en hausse de 11,6% par rapport à 2010 et, en dépenses, à 1 160 milliards de FCFA, soit un accroissement de 0,7% par rapport à 2010. Sur cette base, il est anticipé pour l'année 2011 un taux de croissance du PIB de 6% et un taux d'inflation de 2,7%. Les différents plans sectoriels de relance devraient bénéficier, comme à l'accoutumée, des appuis budgétaires de la part des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Cependant, à l'instar de la plupart des pays de la zone UEMOA, l'économie burkinabé est handicapée par plusieurs facteurs, notamment une

diversification insuffisante et une forte dépendance vis-à-vis de considérations exogènes telles que les conditions pluviométriques, les cours mondiaux du pétrole, du coton et de l'or, ou encore envers l'aide extérieure.

Par ailleurs, la poursuite judicieuse des réformes administratives, fiscales et judiciaires propices à l'investissement privé ainsi que la mise en place d'infrastructures énergétiques d'envergure restent encore des défis majeurs pour asseoir les bases d'une économie se voulant émergente.

ANALYSE DES COMPTES DE BILAN ET DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2010

L'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2010 aura été celui de la confirmation des performances obtenues l'exercice précédent, se traduisant par une progression sensible tant du bilan que du résultat de la Banque.

Le total du bilan, atteint ainsi le montant de 228 508 millions de F CFA, après une augmentation de 52 129 millions de FCFA, soit + 29,5 %.

Total bilan : + 29,5 % à 228 508 millions de F CFA.

Cette évolution a notamment pour origine l'accroissement sensible des emplois et des ressources de la Banque.

Les ressources clientèle connaissent une croissance annuelle de 30,5 %, et s'établissent en moyenne annuelle à 175 901 millions de F CFA, portée notamment par l'évolution des dépôts à terme et des comptes ordinaires, respectivement de 22 108 millions de F CFA et 20 144 millions de F CFA.

Les comptes ordinaires, renforcent leur poids relatif dans la structure des ressources et représentent désormais 39,7 % du total des ressources, contre 38,6 % l'année dernière.

La part de marché de la Banque, en termes de ressources, atteint 15,47 % en novembre 2010, et nous place ainsi au 2nd rang des banques burkinabé.

Part de marché ressources : 15,47 %

La progression de la base clientèle est illustrée par la variation positive du nombre de comptes de 29,5% soit 20 821 nouveaux comptes.

Le nombre de comptes à vue des particuliers augmente de 22,6 %, tandis que leur encours progresse de 59,4 % passant de 8 818 millions de F CFA à 14 054 millions de F CFA.

Le volume des dépôts collectés au titre des comptes d'épargne a évolué de 5 581 millions de F CFA pour s'établir à 21 492 millions de F CFA, soit une progression de 35 % et représente 10,9 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

Les comptes à terme, progressent de 18 688 millions de F CFA, soit +26,2 % à fin 2010, leur poids relatif régresse de 1,4 points et s'établit à 44,9 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

Les autres dépôts reçus en garantie et provisions en couverture de crédits documentaires voient leur encours passer de 3 880 millions de F CFA à 8 913 millions de F CFA, soit +129,7 % à fin 2010.

Les emplois clientèle se montent à 1 19 417 millions de F CFA, en croissance de 25,2 % par rapport à l'exercice précédent où ils s'établissaient à 95 718 millions de F CFA. Cette évolution favorable est imputable notamment à celle des crédits à moyen terme.

La part de marché de la banque se situe à 13,57 % à fin novembre 2010.

Part de marché emplois : 13,57 %

Les crédits de campagne de commercialisation du coton enregistrent une progression de 66,1% pour s'établir à 13 707 millions de F CFA contre 8 252 millions de F CFA à fin 2008, et représentent 11,5 % du total des emplois directs de la Banque.

Les escomptes, affichent un encours de 5 411 millions de F CFA, connaissant une baisse de - 48,7 %.

Les découverts diminuent en un an, de 2 712 millions de F CFA soit -21,0 % pour se situer à 10 234 millions de F CFA. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 8,6 %.

Les prêts à court terme représentent 20,4 % du portefeuille total contre 27,7 % à fin 2009, et se montent à 24 329 millions de F CFA.

Les prêts à moyen terme se situent à 60 285 millions de F CFA, en augmentation de 86,6 %, grâce aux concours mis en place en faveur notamment des particuliers. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 50,5%.

Les engagements par signature, avec un encours global de 51 746 millions de F CFA, enregistrent une baisse de 2,7 %. Les ouvertures de crédits documentaires s'élèvent à 4 687 millions de F CFA, soit une hausse de 66,5%. Passant de 28 910 millions de F CFA à fin 2009, à 22 231 millions de F CFA en 2010, l'encours des cautions et avals délivrés en faveur de la clientèle a régressé de -20,7 %.

Les produits d'exploitation atteignent 28 910 millions de F CFA, et ont progressé de 28,9 % par rapport à la fin de l'exercice précédent. Cette évolution favorable ne tient pas compte des produits exceptionnels essentiellement constitués des reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses, qui s'élèvent à 1 932 millions de F CFA.

Les produits de trésorerie, ont enregistré une progression de 24,5 % comparativement à l'exercice précédent en se situant à 756 millions de F CFA.

Les produits de clientèle, atteignent 18 204 millions de F CFA, contre 14 105 millions de FCFA à fin 2009, soit une croissance de 29,1 %. Cette évolution significative a été possible grâce à la forte poussée des intérêts sur les prêts court terme, ainsi que des produits sur titre de placement.

Les produits de change et les produits des engagements contribuent également pour leur part à cette évolution. L'exécution de transferts plus importants en devises ainsi que la révision de nos conditions ont permis la réalisation de ces performances.

Le montant total des commissions est passé de 4 181 millions de F CFA à 5 378 millions de F CFA à fin 2010, progressant de +28,6 %.

Dans la catégorie des autres produits, dont le montant total s'élève à 2 275 millions de F CFA, le poste le plus important, celui des reprises de provisions pour créances douteuses et litigieuses, se chiffre à 1 932 millions de F CFA, contre 2 350 millions de FCFA à la fin de l'année 2009, soit une baisse de 7,1%.

Les charges d'exploitation s'élèvent à fin 2010 à 6 614 millions de F CFA, contre 5 503 millions de FCFA en 2009, soit un accroissement de 20,2 % d'une année sur l'autre et un dépassement de 6,1 % par rapport au budget.

Les charges bancaires suivent la même tendance, en raison notamment de l'accroissement substantiel de l'encours des dépôts à terme, en passant de 4 801 millions de F CFA à fin 2009 à 6 602 millions de F CFA, à fin décembre 2010, en progression de 37,5 %.

Les charges sur opération avec la clientèle, dont le niveau atteint 6 165 millions de F CFA, soit une variation de +41,4 %, expliquent notamment cette évolution.

Les charges de personnel sont de 1 844 millions de F CFA, pour 1 738 millions de F CFA de prévu au budget, et connaissent un dépassement de 106 millions de F CFA soit 6,1 %.

Les autres charges sont essentiellement constituées de diverses provisions et charges dont le poste principal est celui relatif aux provisions sur créances douteuses et litigieuses dont le montant passe de 2 477 millions de F CFA à 2 975 millions de F CFA en fin d'exercice 2010, soit une augmentation de 20,1%.

Le développement de l'activité de la banque, conjugué à une bonne maîtrise des charges, a contribué à dégager un Produit Net Bancaire de 12 357 millions de F CFA, en croissance de +24,7 % sur l'exercice.

PNB : + 24,7 % à 12 357 millions de F CFA

Après prise en compte des frais directs d'exploitation de 5 979 millions de F CFA, en augmentation de 20,3 % et de la dotation aux amortissements de 635 millions de F CFA, le résultat brut d'exploitation s'établit à 5 743 millions de F CFA, enregistrant ainsi une progression de +30,4 % par rapport à 2009.

Le résultat de l'exercice avant impôt s'élève à 3 987 millions de FCFA, en progression de 20,3 % par rapport à l'exercice antérieur.

L'estimation d'un impôt sur le bénéfice commercial de 922 millions de F CFA, et sa prise en compte nous conduit à un résultat net qui s'établit à 3 064 millions de F CFA, en hausse de 34,8 % relativement à l'exercice précédent.

Résultat net : + 34,8 % à 3 064 millions de F CFA

Compte tenu du bénéfice réalisé de 3 064 millions de F CFA, et du report à nouveau antérieur de 1 650 millions de F CFA, le Conseil d'Administration vous propose l'affectation suivante :

Total à répartir :	4 713 616 295 F CFA
Réserve légale (15% RN)	459 600 282 F CFA
Dividendes Brut 2010	1 700 000 000 F CFA
Report à nouveau 2010	2 554 016 013 F CFA

Ce montant de 1 700 000 000 F CFA affecté aux Dividendes Bruts, permet de servir aux détenteurs des 700.000 actions de la banque, un dividende brut de 2 428,572 F CFA par action, correspondant à 24,3 % du capital.

Le dividende net par action, après règlement de l'IRVM (12,5%) serait de 2 125 F CFA soit un rendement de 9,3% net par rapport au cours d'introduction en bourse (23 000 F CFA) qui a par ailleurs connu une progression de +34,8% à 31 000 F CFA.

Les Fonds propres après cette affectation du résultat 2010 se chiffraient à 16 006 millions F CFA.

Il convient de féliciter la Direction Générale et l'ensemble des collaborateurs pour la qualité des résultats obtenus au terme de l'exercice 2010, et les encourager à poursuivre leurs efforts de consolidation de la position de place de la Banque dans un contexte concurrentiel de plus en plus difficile.

Le Conseil d'Administration rend également hommage aux actionnaires dont le soutien permanent et sans réserve ne lui à jamais fait défaut.

